

EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.016. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.
Pierre Lafitte, fondateur.

Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 15.00. — Adresse télégr. : Excelsior-Paris.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON
20, rue d'Enghien, Paris.Ne déguisez jamais votre
flatterie, car ce qui flatte
vraiment un homme,
c'est de voir qu'on le
juge assez important
pour le flatter.
G. Bernard SHAW.

QUEL SERA LE SORT DE L'AUTRICHE ALLEMANDE ?

L'indépendance, l'alliance avec ses voisins, ou l'annexion à l'Allemagne ?



CARTE MONTRANT LES SIX PROVINCES ALLEMANDES DE L'ANCIENNE MONARCHIE DANUBIENNE, ISOLÉES, SANS FRONTIÈRES SOLIDES ET SANS ACCÈS FACILE À LA MER. La désagrégation de l'empire austro-hongrois a été rapide. Certaines provinces limitrophes de l'Italie, de la Serbie, de la Roumanie, de l'Ukraine, de la Pologne, se sont rattachées à ces États. La Tchéco-Slovaquie et la Hongrie se sont constituées en États. Reste l'Autriche allemande, formée de six provinces,

et peuplée d'environ 8.000.000 d'habitants. Trois hypothèses sont à envisager sur le sort qui l'attend : l'indépendance, le rattachement à une Confédération danubienne, ou l'annexion à l'Allemagne. Cette annexion, qui est à redouter, donnerait à l'État allemand une population supérieure à celle de 1914.

A PROPOS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

L'OPINION DE M. LÉON BOURGEOIS
SUR UN PARLEMENT INTERNATIONAL

L'ancien président du Conseil estime que la création de cette assemblée devrait être envisagée plus tard.

IL CROIT QU'IL EST PLUS URGENT DE RÉSOUDRE CES DEUX PROBLÈMES :
ORGANISME PERMANENT **ORGANISME PERMANENT**
de vérification des armements d'exécution des mesures militaires

La Société des nations pourra-t-elle comporter plus tard un Parlement ? Sur cette question, suggérée par M. Charles Doherty, ministre de la Justice du Canada, nous avons publié, le 16 février, une déclaration de M. Politis, ministre des Affaires étrangères de Grèce, et ancien professeur de droit international à la Faculté de Paris. Voici, aujourd'hui, l'avis hautement autorisé de M. Léon Bourgeois, président de la commission de la Société des nations :

— L'idée de créer un Parlement inter-

national permanent qui l'assure régulièrement.

« D'autre part, pour protéger la France contre toute attaque, au même titre que les autres membres de la Société des nations, et sans qu'elle soit tenue pour cela à un effort de défense incomparablement supérieur à celui des autres pays, il faut que des mesures d'action contre l'agresseur éventuel soient étudiées et établies d'avance, afin qu'elles puissent être immédiatement prises et exécutées. La création d'une gendarmerie internationale, de même que le casernement des contingents non français sur notre sol ayant été écartés, parce que rencontrant des difficultés constitutionnelles auxquelles j'ai déjà fait allusion, le moyen pratique, ici encore, est l'institution d'un organisme permanent, proposée par la délégation française. Cet organisme donnerait à la Société des nations « la garantie nécessaire pour prévoir et préparer les moyens militaires destinés à assurer l'exécution des obligations que la convention impose aux États et pour en assurer l'efficacité immédiate dans tous les cas d'urgence », suivant les termes de la clause additionnelle que nous avons demandé à ajouter à l'article 8.

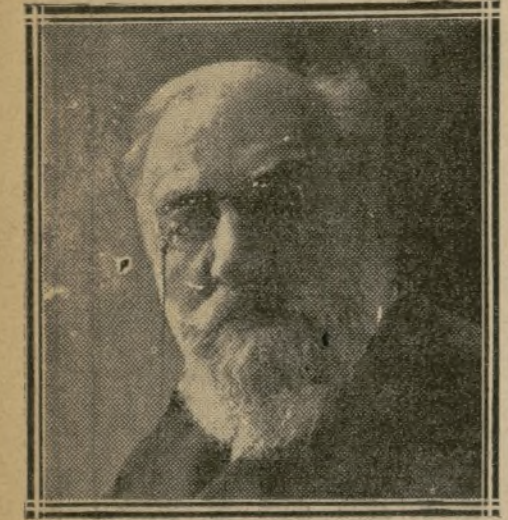
Pour réprimer toute agression

« La création d'un organisme permanent de vérification des armements et d'exécution des mesures militaires permettrait donc la répression immédiate de toute agression sur les points dangereux du monde, sans que la France fût mise dans l'obligation de s'opposer en efforts militaires disproportionnés, en même temps que demeurerait intacte la souveraineté des États participant à la défense commune de la paix.

« En effet, un état-major international aura établi d'avance un plan d'action militaire, les emplacements des effectifs, leur acheminement dans le plus court délai sur les points menacés, etc., à l'exemple des états-majors nationaux qui sont chargés de la défense de chaque État.

« L'organisation du conseil de guerre international durant la grande guerre nous aura, d'ailleurs, fourni en ce sens un modèle éprouvé. »

E. HALPERINE-KAMINSKY.



M. LÉON BOURGEOIS

national — nous dit l'ancien président du Conseil — destiné à assurer, en collaboration avec le pouvoir exécutif de chacun des pays représentés, le fonctionnement de la Société des nations, est, certes, fort intéressante. Cependant, la création de cet organisme ne saurait être envisagée que par la suite, quand l'Assemblée des délégués des pays formant la Société des nations et son conseil exécutif, dont la constitution est prévue par le projet, auront été jugés à l'épreuve.

« Il est, en effet, nécessaire de concilier le principe de la souveraineté de tous les États adhérant à la Société avec les obligations réciproques qui leur sont imposées. Déjà, il a fallu surmonter, dans cette voie, des difficultés provenant de l'opposition du système constitutionnel de certains États avec l'idée de leur subordination à une sorte de super-État. Mais, tel qu'il a été établi, le projet de notre commission prévoit des obligations mutuelles qui assureront précisément l'indépendance de chaque État par des garanties communes contre toute attaque extérieure ; et cela importe avant tout.

L'assemblée des délégués

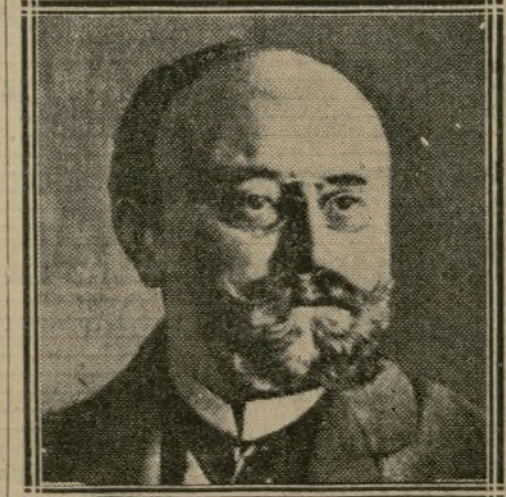
« Notez, au reste, que l'Assemblée des délégués, suivant les termes de l'article 2 du projet, représentera, par la force des choses, non les gouvernements, mais les nations adhérentes à la Société ; en effet, ne seront acceptés que les peuples possédant un régime représentatif et qui pourront, par suite, dicter le choix de leurs délégués à l'Assemblée internationale. De plus, le même article 2 spécifie que « chacune des hautes parties contractantes disposera d'une voix » et « ne pourra compter plus de trois représentants ». Le caractère démocratique de l'Assemblée est ainsi nettement affirmé, puisque tout État représenté, le plus puissant comme le plus faible, jouira d'une égale influence sur les décisions de l'Assemblée.

« En réalité, il importe, à cette heure, d'arrêter notre attention sur des points de réalisation plus immédiats. Comme je l'ai fait observer à la réunion de la Conférence de la paix, deux questions pratiques se posent au sujet de l'article 8 du projet de la Société des nations. Il y est dit, d'abord, que « le maintien de la paix nécessite la réduction des armements nationaux au minimum compatible avec l'exécution par l'action commune des obligations internationales et avec la sécurité nationale, en tenant spécialement compte de la situation géographique de chaque pays et des circonstances ».

La frontière française

« Cette dernière phrase se rapporte de toute évidence, en premier lieu, à la frontière française ; celle-ci, en effet, est la plus immédiatement menacée, et il faut pouvoir la défendre contre une agression subite. Il s'ensuit que des forces plus grandes que partout ailleurs devront y être maintenues et, malgré la clause visant la réduction des armements, note « situation géographique », nous autorise, nous impose le maintien d'effectifs en nombre correspondant au risque de guerre que nous courons. On se rend compte, dès lors, qu'en cas où nous devrions nous garantir contre ce risque par nos propres forces nous serions placés, par rapport à certains autres membres de la Société des nations, dans un état de double infériorité : économique, par l'immobilisation d'une bonne partie de nos travailleurs ; financière, par les lourdes charges que nécessite le maintien d'une force armée en proportion du danger qui nous menace.

« L'article 8 stipule encore : Les hautes parties contractantes s'engagent à ne se rien cacher mutuellement de la condition de leurs industries susceptibles de s'adapter à la guerre, ainsi que de l'échelle de leurs armements, et à faire plein et franc échange d'informations sur leurs programmes militaires et navals. Mais comment faire passer dans la pratique cet échange d'informations ? Cette garantie de sécurité mutuelle exige nécessairement une vérification rigoureuse, des armements et, par là, un or-



M. WEISSKIRCHNER
bourgmestre de Vienne

s'étant accumulée dans le creux des vallées, et surtout le long du Danube, Vienne représente plus du quart de cette population totale.

C'est également autour de Vienne que se pressent les organisations industrielles — et ces usines ont eu beaucoup à souffrir de la séparation de la Bohême, qui possède de riches mines de houille. Le reste du pays, à part quelques districts de la Styrie et du Vorarlberg, est surtout agricole.

Lorsque s'écroula la monarchie des Habsbourg, trois États nouveaux en sortirent : la Tchéco-Slovaquie, la Hongrie et l'Autriche allemande. Les autres provinces allèrent s'agréger à la Pologne, à la Roumanie, à l'Ukraine, à la Serbie, à l'Italie.

L'Autriche allemande se dota de la République par un vote de son Assemblée nationale, le 12 novembre. Cette décision fut critiquée dans les pays alpestres, qui, par tradition, restaient attachés à la monarchie. Le Tyrol parla de se pourvoir d'une indépendance intégrale ;

AU LENDEMAIN DE L'ATTENTAT CONTRE LE PRÉSIDENT DU CONSEIL

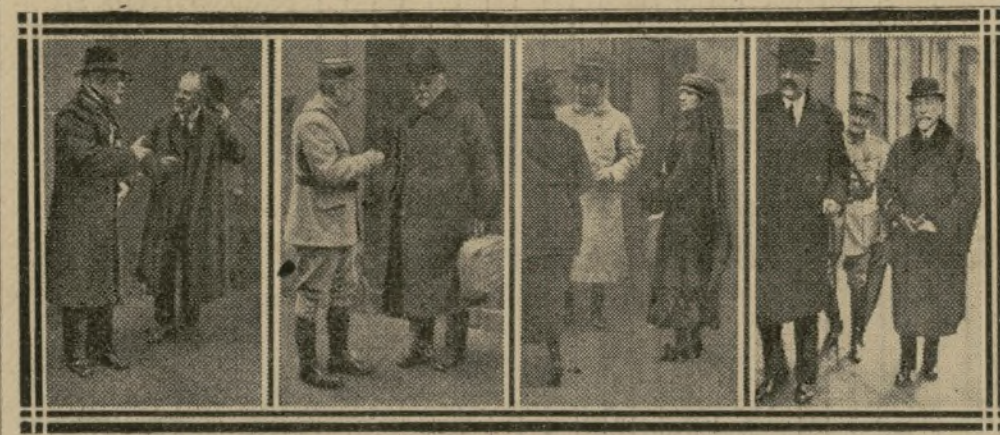
L'état de M. Clemenceau est "très satisfaisant"

BONNE JOURNÉE
pour le blessé
disent les médecins

Il n'est point question d'extraire le projectile. Aucune complication n'est survenue. A l'issue de la consultation de 18 heures, l'entourage du président du Conseil ne cachait pas son optimisme.

Ce lendemain d'attentat fut calme et inquiet tout ensemble. On savait M. Clemenceau vivant. On savait le meurtrier arrêté. Et ces deux certitudes contribuaient à donner confiance à l'opinion. Mais chacun, du petit au grand, se demandait : « Comment va-t-il ? Ne se produira-t-il pas de complications ? » On attendait, avec une impatience mal contenue, le bulletin des hommes de l'art. On s'arracha encore les journaux de trois heures. Il devenait officiel que le projectile avait pénétré dans le poumon. Une tristesse régna. Mais, bientôt, les derniers journaux du soir apportaient l'heureuse nouvelle que les médecins gardaient leur optimisme. On s'empressa de le partager, et l'on redevenait, à juste titre, confiant.

Depuis quarante-huit heures il n'a pas



LES VISITEURS D'HIER APRÈS-MIDI CHEZ M. CLEMENCEAU

De gauche à droite : 1. M. Venizelos ; 2. M. Albert Clemenceau, frère du président du Conseil ; 3. M^{me} Jacquemaire, fille de M. Georges Clemenceau ; 4. MM. Ignace, sous-secrétaire d'Etat à la Justice militaire ; le général Mordacq, chef du cabinet militaire du ministre de la Guerre, et René Renoult, président de la Commission de l'armée de la Chambre.

cessé d'arriver, du monde entier, des témoignages de sympathie à l'égard de l'illustre victime. Le pays ne sera pas sans sentir le prix de ces manifestations, qui s'adressent un peu à lui également.

M. Clemenceau ne pouvait que s'incliner devant cet hommage de sympathie.

Le docteur Combe, médecin-major au cabinet du ministre de la Guerre, qui, pendant une partie de la nuit, s'était tenu en permanence dans une pièce voisine de la chambre de l'illustre blessé, arriva dès 9 heures rue Franklin, où venait bientôt le rejoindre les docteurs Tuffier, Gosset et Laubry.

Les dispositions nécessaires pour la radiographie avaient été prises la veille. Le docteur Ledoux-Lebart procéda à l'opération en présence des praticiens déjà nommés, auxquels s'était joint M. le docteur Wicart, ancien interne des hôpitaux, qui a soigné le président, ces temps derniers, pour les voies respiratoires, et qui avait été appelé auprès du blessé afin d'assurer l'asepsie intérieure des bronches. L'opération dura une demi-heure, et une première note ainsi conçue a été communiquée :

Le président a été atteint par une blessure grave, mais, eu égard à la gravité de la blessure, son état est des plus satisfaisants.

Les résultats de la radiographie

D'après les renseignements fournis par une personne qui a assisté à l'opération radiographique, les résultats de celle-ci ont été d'une grande netteté. Le projectile se trouve exactement dans la paroi interne du poumon, dans une des régions qui tolèrent le mieux la présence d'un corps étranger. Pour le moment, il n'est toujours pas question d'extraire le projectile. De nombreuses blessures semblables à celle dont souffre M. Clemenceau ont été observées pendant la guerre et fréquemment guéries. Sans complication, l'état du blessé ne peut donc que s'améliorer promptement. On dit que, dès aujourd'hui, M. Clemenceau recevra M. Balfour, avec lequel il travaillera.

Après l'opération radiographique, le président a examiné les plaques obtenues et s'est mis d'accord avec ses médecins pour la rédaction du bulletin de sa santé.

A 11 heures, enfin, les médecins rédigeaient leur premier bulletin.

Le médecin dont il est parlé dans le bulletin est l'espace compris au milieu de la poitrine entre les deux plevres, droite et gauche. Paramédiastinal signifie donc « à l'entour du médiastin ». Il existe un médiastin antérieur, situé derrière le sternum, et où sont logés le cœur et l'origine des gros troncs artériels et veineux, et un médiastin postérieur, situé devant la colonne vertébrale et qui renferme l'aorte, l'œsophage et quelques organes d'importance moindre.

Ce que dit le docteur Tuffier

Nous tenons d'une personne digne de foi que le professeur Tuffier, alors qu'il sortait, hier, de chez son illustre malade, a fait cette déclaration rassurante, et qui a, dans la bouche du grand praticien, la valeur d'un pronostic :

« Étant donnée la blessure, le président ne peut pas aller mieux qu'il ne va. Le docteur Tuffier se refuse, au reste, à donner toute autre explication, et renvoie curieux et indiscrets aux bulletins de santé.

A 18 heures, après le communiqué, les médecins ne paraissent toujours pas optimistes. Ils estiment que la journée avait été bonne pour le blessé.

LES VISITES

Durant toute la journée d'hier, de nombreuses personnalités sont venues se faire inscrire rue Franklin et au ministère de la Guerre.

Un domicile de M. Clemenceau, en dehors du général Mordacq et de M. Georges Mandel, seul le président de la République, qui avait, dès le matin, fait prendre des nouvelles du blessé, est venu à 16 heures accompagné du général Pénelon rendre visite au blessé, avec lequel il s'est assez longuement entretenu.

Le maréchal Foch et le maréchal Pétain ont également rendu visite au blessé. Sur le registre, relevé les noms de MM. Briand, Viviani et Painlevé, anciens présidents du Conseil ; S. Em. le cardinal

LES BULLETINS DE SANTÉ

20 FÉVRIER, 11 HEURES. — Une hémoptysie survenue hier, à 13 heures, a démontré la pénétration du projectile dans le poumon. L'examen radioscopique et l'examen radiographique ont précisé le siège paramédiastinal de la balle. Etat général très satisfaisant ; température 36° 9/10 ; pouls 72 ; Alimentation normale.

Signé : GOSSET, TUFFIER, LAUBRY et COMBE.

20 FÉVRIER, 18 HEURES. — L'état très satisfaisant s'est maintenu ; pouls 74 ; température 37°.

Signé : GOSSET, TUFFIER, LAUBRY et COMBE.

Amette, archevêque de Paris ; le roi de Monténégro ; le secrétaire de la cour de la reine d'Italie, de la part de la reine Hélène ; M. Venizelos, M. Sharp, M. Balfour ; le généralissime Pershing, le prince de Brancovan, la duchesse de Cambray ; les généraux Berdoulat, Dubail, Lacotte, de Lacroix, Illiesco, la générale Marchand, de la part du général aux armées ; lord Milner ; M. A. de Freycinet ; les vice-amiraux Lazare et Benson ; M. François Arago, M. Henri Lavedan, M. Henri-Robert, M. Léon Daudet, le commandant Gérard, Georges Lecomte, etc.

Au ministère de la Guerre se sont fait inscrire : l'ambassadeur d'Italie, le prince Roggi Ruspoli, le comte d'Haussonville, le général de Bonis, M. Dmowski, président du Comité national polonais.

Médailles militaires

Nous avons annoncé, hier, que le gardien de la paix Goursat avait reçu la médaille militaire pour s'être, bien que blessé à la joue, précipité sur le meurtrier, afin de l'arrêter.

Le président du Conseil, ministre de la Guerre, a fait également remettre la médaille militaire, par le général Mordacq, au brigadier Conjat, conducteur à la R. G. A. qui, par sa présence d'esprit, a réussi à atténuer la gravité de l'attentat ; au secrétaire d'état-major Decoudin, qui a sauté de la voiture en marche pour s'élaner sur le meurtrier.

LES VŒUX DE LA FRANCE

Au début de la séance du Sénat, M. Antonin Dubost a évoqué en termes émus l'attentat dont le président du Conseil a été la victime.

Il a prononcé l'allocution suivante :

Mes chers collègues,

Le Sénat partage l'indignation profonde ressentie dans le pays tout entier à la nouvelle de l'horrible attentat dont M. le président du Conseil vient d'être victime. Il voudra lui adresser ses félicitations de n'avoir pas été mortellement frappé.

Pour la France, pour le monde, notre illustre collègue représente la victoire et ses justes réparations. La balle anarchique qui l'a visé a voulu atteindre en même temps la patrie et la victoire elle-même ! Cela nous avertit, à notre tour, de demeurer énergiquement patriotes et de savoir être victorieux.

Ces paroles ont été unanimement applaudies.

M. Pichon, ministre des Affaires étrangères, a remercié le président du Sénat de ses éloquentes et émouvantes paroles.

Elles répondent, dit-il, à ses sentiments profonds et traduisent les sentiments de la France, unanime à flétrir le monstre attentat et à formuler des vœux pour le grand citoyen odieusement frappé.

« De toutes parts nous venons des témoignages de la part prise à notre indignation. Le monde entier voit des chefs d'Etat, des représentants des gouvernements et des représentants de l'opinion publique. Nous remercions ces manifestations, comme un hommage à la patrie et un éternel honneur pour celui qui en est l'objet, comme la volonté des peuples de se protéger contre les crimes contre la patrie. Elles montrent l'estime générale dont jouit notre président, exécutif glorieux d'une cause qui n'est pas seulement celle de la France, mais aussi celle de l'humanité ! (Vifs applaudissements.) »

M. Antonin Dubost donne ensuite lecture d'un télégramme du Sénat espagnol félicitant l'attentat dont a été victime M. Clemenceau, et s'associant aux sentiments du peuple français.

A la Chambre

Au début de la séance de la Chambre, M. Paul Deschanel, qui préside, donne des



D. LEDOUX-LEBART

D. WICART

nouvelles de la santé de M. Clemenceau en ces termes :

Mes chers collègues,

Je suis heureux de vous dire que l'état de santé de M. le président du Conseil paraît s'améliorer et que son entourage est rassuré.

Je lui envoie, en votre nom à tous, des vœux de prompt rétablissement.

Ces paroles furent applaudies sur tous les bancs.

Au groupe radical-socialiste

Au cours de sa réunion d'hier matin, le groupe radical-socialiste a adopté une motion exprimant unanimement sa réprobation de l'attentat dont a été victime le président du Conseil, ainsi que les vœux qu'il forme pour le prompt rétablissement de M. Clemenceau.

LES SOUHAITS DU PAPE

ROME, 20 février. — Le cardinal Gasparri a télégraphié au cardinal Amette, le chargé d'affaires à M. Clemenceau, au nom du pape, ses souhaits de guérison et ses félicitations pour avoir échappé au danger.

LE MEURTRIER
a été déféré
à la justice militaire

Le capitaine rapporteur Bouchardon a été saisi de l'ordre d'informer délivré par le général Berdoulat. Il a procédé à l'interrogatoire d'identité de Cottin, qui a choisi comme défenseur M^{re} Oscar Bloch.

Comme on le prévoyait, en dépit de la décision préliminaire prise avant-hier soir et à la suite de laquelle M. Deis fit subir à Cottin le premier interrogatoire d'identité, c'est définitivement la juridiction militaire qui aura à connaître du crime de Cottin.

Le capitaine Bouchardon a, hier après-midi, été saisi de l'ordre d'informer délivré



COTTIN SORTANT DE L'INSTRUCTION

par le général Berdoulat, gouverneur militaire de Paris. C'est donc devant le 3^e conseil de guerre que comparait Cottin.

Le capitaine Bouchardon, après avoir conféré avec M. Deis, s'est, vers 5 heures, rendu avec le capitaine Thilard, greffier en chef du 3^e conseil de guerre, dans les locaux de la police judiciaire où Cottin était gardé à vue.

L'interrogatoire a été des plus courts ; simple formalité d'identité, après quoi le capitaine Bouchardon a signé l'ordre d'écrou à la Santé. L'inculpation définitive est celle d'assassinat, la tentative d'assassinat volontaire étant, par la loi, qualifiée « assassinat » lorsqu'elle est accompagnée de circonstances aggravantes de préméditation et guet-apens.

Cottin a demandé comme avocat le « défenseur d'Hélène Brion », M^{re} Oscar Bloch. Le capitaine Bouchardon a également fait subir l'interrogatoire d'identité au peintre Dreyfus, qui a été écroué à la Santé et sera poursuivi pour violences aux agents. M. Dreyfus a choisi comme avocat M^{re} Izouard.

COTTIN EXAMINÉ

Le Dr Paul, qui avait été commis par M. Deis, juge d'instruction, a été confirmé dans sa mission par le capitaine Bouchardon.

Le distingué médecin légiste a examiné Cottin dans la matinée d'hier.

Il a reconnu que celui-ci portait à la face une double ecchymose en lunettes, vulgo les deux yeux pochés ; une dent cassée, au niveau de l'articulation temporo-maxillaire gauche, un traumatisme ayant déterminé un gonflement de la région.

Ces lésions ont été constatées en dehors de toutes autres.

C'est au moment où il a été arrêté par la foule que, malmené par elle, Cottin a reçu les coups qui ont provoqué les lésions.

Le meurtrier, qui semble doué de toute sa raison, ne cesse de parler. En phrases pompeuses il s'efforce de justifier son crime. Parfois, cependant, ses paroles se figent sur ses lèvres, et se rendant compte de sa situation, des larmes perlent sous ses paupières.

La physionomie est franchement antipathique. Le corps est vigoureusement musclé.

PERQUISITIONS
CHEZ LES ANARCHISTES

L'action judiciaire ne devant subir aucun retard, M. Tanguy, sous-chef de la Sûreté, qui s'était rendu la veille au soir à Montrouge, route d'Orléans, pour perquisitionner dans la chambre occupée par Cottin, à l'hôtel Bizoulat, a examiné, hier matin, la valise qu'il y avait saisie.

Pendant ce temps, la police judiciaire procédait à des perquisitions dans certains milieux anarchistes fréquentés par l'inculpé, notamment à la Fédération communiste de Belleville, chez un libertaire, rue Pradier, et chez Rosky, autre libertaire, 30, rue Gay-Lussac. Des perquisitions ont été également opérées à Vanves et à Pantin.

Cottin et les bolcheviks

Il est d'ores et déjà établi que Cottin a eu des relations suivies avec certains nihilistes et avec des prisonniers russes récemment rapatriés dont la Sûreté générale a eu à s'occuper il y a trois semaines.

Un complot était tramé

La police était depuis quelque temps avertie qu'un complot se tramait contre le chef du gouvernement. M. V... consul de France en Russie, se rendant, il y a un mois, dans une bibliothèque russe de l'avenue des Gobelins, fréquente surtout par des marxistes, assista à une conférence où un agitateur russe faisait à des soldats russes

LOUIS CROS

LE MAROC POUR TOUS

COMMENT ALLER ? QUE FAIRE AU MAROC ?

Le Maroc possède une puissance si attractive que tous les démolisseurs parlent d'y aller ! Peut-être faut-il voir dans cette orientation des initiatives le succès du Maroc pour tous, la première édition vient d'être envoyée. La seconde paraît. D'autres suivront, car on attendait ce livre essentiellement pratique.

Le Maroc pour tous. — Comment aller, que faire au Maroc ?

Livre du commerce, de l'industrie, de l'élevage, de l'emploi, de l'ouvrier, du fonctionnaire, contenant, avec un vocabulaire colonial, des dessins, des cartes et des diagrammes.

4 fr. 50, in-8 de 450 pages. Prix : 4 fr. 50, majoration comprise.

ALBIN MICHEL, ÉDITEUR, 22, rue Huyghens, 22 — Paris.

LE DOCTEUR

par MAURICE LEVEL

Depuis deux mois, Luce Chassaing traînait une vague tristesse.

Le jour, elle marchait à petit pas, toute seule, cherchant la douceur de l'ombre ; le soir, elle s'enfermait chez elle, ne recevant que des intimes, insensibles aux hommages, refusant les invitations, le regard perdu, les yeux plus près des larmes que du sourire. A ses anciens danseurs qui la pressaient de retourner au bal, ses amis qui s'informaient de son état, elle disait :

— Cela passera... un mauvais moment... Puis, quand on insistait, elle promettait de reprendre bientôt son existence d'autrefois.

On parlait d'elle avec une curiosité inquiète :

— Chagrins d'amour ?... Changement de fortune ?... Regret d'un passé ignoré ?... Mais les suppositions s'arrêtaient là.

Un jour qu'une amie l'invitait encore à passer la soirée chez elle, elle se laissa fléchir.

— Je viendrai.

— Vous le dites ! Mais nous vous attendons, nous vous espérons... et vous ne viendrez pas.

— Elle inclina gentiment la tête :

— Si, j'y vais, mais... à moins que je ne sois trop fatiguée.

— Vous voyez ! Déjà vous préparez une excuse. Allons, Luce, un peu de courage ; ne vous laissez pas aller ; vous n'êtes plus jeune.

Pourtant, à vous regarder, on vous retrouve toujours pareille, peut-être plus jolie, s'il est possible.

Elle eut un pauvre sourire ; l'amie poursuivait :

— Mais si, ma chérie, je vous jure. Nous le disions hier en déplorant votre absence. Venez ! On ne dansera pas, puisque la danse a cessé de vous plaire ; si vous sentez

lasse, vous nous quitterez de bonne heure, et le docteur Garnet vous accompagnera. Faites cela pour nous, et un peu pour lui, qui se plaint tant de ne plus vous voir.

— Vraiment, il a remarqué mon absence ? Eh bien ! je viendrai, je vous assure que je viendrai.

Elle mit sa plus belle robe et partit. Un murmure heureux fit, son retour ; elle en fut touchée au point de reprendre son visage gai d'autrefois. Le docteur s'était approché d'elle ; elle lui dit :

— C'est un peu pour vous que je suis venue.

— C'est beaucoup pour vous que je reviens, répondit-il.

Elle le regarda avec ses yeux clairs :

— Avec vous, je me sens en confiance, presque en sécurité.

— Et moi ?

— De quoi donc avez-vous peur ?

Elle baissa la tête et murmura, un peu honteuse, et presque bas :

— J'ai peur de mourir.

— Elle se récria :

— En voilà des idées ! Quelle folie ! A votre âge !

— L'âge n'a rien, quand le mal est là.

— Allons, sourit-il, le cortège s'efface ; parlez au médecin.

Elle rougit :

— Puis-je parler à l'un sans parler à l'autre ?

— Ils vous écouteront tous deux.

Alors, elle conta ses misères : la fatigue qui peu à peu l'accablait ; les nuits sans sommeil, les réveils fiévreux et pénibles ; le lent amaigrissement ; la leur trop vive de ses yeux, le rose trop ardent des pommettes, et la petite toux agaçante qui la secouait parfois au point de la laisser rompre sur son fauteuil, à bout de souffle.

Quand elle eut tout dit, elle se tut et soupira :

— Vous voyez que la jolie femme n'est plus guère tentante ?

Il baissa ses doigts, qui s'enchevêtraient :

— La jolie femme est plus jolie que jamais et je ne veux lui voir ni chagrins, ni soucis. Votre maladie ?... Des malaises, une lassitude passagère ; mais vous guérirez vite, et bientôt vous ne vous souviendrez plus de tout cela. Tenez, voulez-vous que je vous soigne ? Un regard de vos yeux, la gaieté de votre sourire : voilà pour les honoraires. Faisons un pacte ?

Il parlait d'une voix câline, ses gestes tendres et respectueux l'entouraient :

— Soit, dit-elle ; je m'abandonne à vous ; vous serez mon ami, mon guide, et, puisque vous m'assurez que mes craintes sont vaines...

— Parbleu ! dit-il, en haussant les épaules. Et plus tard, ajouta-t-il d'une voix plus grave,

si vous êtes contente du médecin, peut-être permettez-vous à l'ami...

— Guérissez-moi, dit-elle en lui laissant sa main.

Dès ce jour, elle sembla renaître. On la vit, heureuse, aller et venir sur la plage, insouciant de l'heure et du temps.

Le docteur Garnet commençait à la soigner. Obéissante, elle observait ses prescriptions, prenait tous ses remèdes. Bien que son état ne se fût pas modifié, elle avait quitté cet air triste dont rien ne la pouvait distraire auparavant.

Il lui parlait avec une autorité douce : elle l'écoutait, soumise, quêtant l'approbation de son regard, un peu intimidée par son ton réservé, ses gestes prudents et froids. Quelques fois, étonnée de tant de sagesse, elle avait comme une révolte ou comme un regret.

— Vous n'êtes plus le même, docteur. Je préférerais vos yeux du temps que je n'étais que votre amie.

— Une cliente cesse pour un moment d'être une femme, disait-il gaiement. Que penseriez-vous d'un médecin qui, entre deux ordonnances, vous glisserait des mots à double entente ?... Plus tard, quand vous serez tout à fait rétablie, vous oublierez mon cabinet sévère ; j'oublierai, moi, que vous y veniez en malade, et ce sera bien mieux ainsi.

— J'attendais donc, soupira-t-elle, et je bénirai votre vertu.

Il lui tapotait la main d'un geste presque paternel :

— C'est bien cela.

D'autres fois, lorsqu'il l'auscultait, elle attachait ses yeux sur sa nuque, poursuivie par l'idée que la fixité d'un regard oblige celui qui le subit à regarder à son tour ; mais il restait penché sur elle sans bouger.

Et le temps passait sans que rien modifiât sa réserve. A toute heure, elle venait le voir ou l'appelait, lui apportant la tentation de sa jeunesse et de sa soumission amoureuse ; elle ne semblait plus penser à son état et ne parlait de sa maladie que pour en rire :

— Je suis une cliente assidue, ennuyeuse et fantasque ; une malade imaginaire... n'est-ce pas ?

— L'encourageait, d'une voix tendre et sûre. Pourtant, dès qu'elle sortait de chez lui, son front se barrait d'un pli sévère, ses yeux perdaient leur éclat, sa démarche sa souplesse. Un jour qu'il l'examinait, elle tendit le visage vers le sien, et leurs lèvres furent si proches que, une seconde, elle ferma les yeux, certaine d'un baiser. Mais il lui dit, d'un ton presque tranquille et comme il l'eût dit à n'importe quelle cliente :

— Allons, cela va mieux ; je suis content.

Elle le remercia, rabattit sa voilette et s'en alla. Seulement, dès qu'elle fut dehors, elle hâla un fiacre, rentra chez elle, fit apporter ses malles, y jeta ses robes, son linge et tous ses bibelots, les envoya à la gare, et, en costume de voyage, assise à la petite table où elle avait revêtu si souvent, écrivit :

« Mon ami, votre sagesse est mon arrêt. Pour refuser à celle que je fus l'aveu d'un baïser il faut que vous soyez bien sûr que mon mal ne pardonne pas. Je suis fixée maintenant. Je me suis prise au piège de mon amour, vous vous êtes laissé prendre à celui de votre raison. Je m'en vais donc très loin, comme les bêtes familières quittent la maison heureuse pour mourir dans un coin. Sans le vouloir, sans le savoir, vous m'avez avoué que c'était l'heure. »

On ne la revit jamais. Un soir, parlant de l'étrange histoire, le docteur tira de sa poche cette lettre, la lut, et soupira, repoussant d'un geste hostile les livres sacrés sur sa table :

— Dire qu'elle n'avait rien, que je m'apprêtais à le lui annoncer le lendemain ; et que si, ce jour-là, je ne l'ai pas serrée dans mes bras, c'est par la force de cette habitude qui fait du cabinet d'un médecin un lieu presque sacré !...

Maurice LEVEL.

LA DOCUMENTATION SUR LA GUERRE

LA PLUS COMPLÈTE ET LA PLUS EXACTE

avec TOUS LES NUMÉROS SPÉCIAUX

parus pendant les hostilités

est fournie par la collection d'EXCELSIOR

depuis août 1914. — Quelques-unes peuvent

encore être livrées. — Demander conditions

spéciales à nos bureaux.

LE "TIP" remplace le Beurre

Ara. Pellerin, 82, r. Rambuteau (2/45 à 1/312)

CONCOURS DES LIVRES CÉLÈBRES



DESSIN N° 51. — A QUEL LIVRE SE RAPPORTE CE DESSIN ? Répondre sur le bon revêtu du même numéro d'ordre que ce dessin et publié en tête de la première page.

5 HEURES DU MATIN

DERNIÈRE HEURE 5

5 HEURES DU MATIN

DERNIÈRES NOUVELLES

EN ALLEMAGNE

LE FRONT DE POLOGNE

L'ÉTAT DE SANTÉ DE M. CLEMENCEAU

Le président du Conseil a passé une journée calme, terminée par un repos bienfaisant.

4 heures du matin. — Les nouvelles que nous recevons sur la santé du président du Conseil sont excellentes. Le blessé s'est assoupi, après avoir pris un léger repas, et son sommeil est très calme. La fatigue qu'il avait éprouvée le matin, après l'opération radiographique, avait complètement disparu au début de la soirée. Toute crainte de complication pulmonaire semble écartée. Encore un jour, peut-être deux, et M. Clemenceau sera définitivement hors de danger.

LES VŒUX DES ALLIÉS

Un télégramme de M. Wilson

M. Lansing a adressé à M. Clemenceau la lettre suivante :

Paris, le 20 février 1919.

Cher monsieur Clemenceau, Je m'empresse de vous envoyer copie d'un message que je viens de recevoir par sans-fil de M. le président Wilson, exprimant sa profonde sympathie et sa joie de savoir que vous avez échappé à cet attentat. J'espère sincèrement que vous vous remettrez rapidement de votre blessure et que vous êtes déjà en bonne voie de guérison. Avec l'expression renouvelée de ma profonde sympathie.

ROBERT LANSING.

20 février 1919.

De U. S. George-Washington, à monsieur le secrétaire Lansing.

Veuillez exprimer à M. Clemenceau ma profonde sympathie et ma joie de savoir sa guérison. J'espère sincèrement que les premières nouvelles reçues disant qu'il a été seulement légèrement blessé sont entièrement vraies. J'ai été profondément ému par la nouvelle de cet attentat.

WOODROW WILSON.

Un télégramme de M. Lloyd George

LONDRES, 20 février. — M. Lloyd George vient d'envoyer le télégramme suivant à M. Clemenceau :

« Je suis indigné du lâche attentat dont vous avez été la victime et je félicite la France et tous les Alliés que vous n'avez pas été blessé grièvement. J'espère vous voir dans quelques jours, complètement rétabli, à la Conférence de la paix. »

A Londres

LONDRES, 20 février. — La nouvelle de l'attentat dirigé contre le président du Conseil a suscité une vive émotion dans Londres.

M. Cambon a reçu la visite des ambassadeurs des Etats-Unis, d'Italie, d'Espagne et de la plupart des chefs de mission qui sont venus lui exprimer leur indignation et leurs vœux pour le prompt rétablissement de M. Clemenceau.

Lord Curzon s'est exprimé dans les mêmes termes. Le lord-maire de Londres a fait parvenir à M. Paul Cambon le télégramme suivant :

La cité de Londres a appris avec une profonde indignation le lâche attentat dont a été victime l'illustre premier ministre français.

Elle prie de transmettre au gouvernement de la République, avec l'expression de ses sympathies sincères, ses meilleurs vœux pour le prompt et complet rétablissement de M. Clemenceau.

A Rome

ROME, 20 février. — La nouvelle de l'attentat commis contre M. Clemenceau a produit à Rome une profonde et douloureuse indignation.

Les journaux du soir sont unanimes à flétrir cet odieux attentat et manifestent la plus chaleureuse sympathie pour le président du Conseil et pour la France. Ils rappellent à la loi de 1894 sur les menées anarchistes.

Une adresse de l'Académie française

Comme nous l'avions fait prévoir, l'Académie française, réunie hier sous la présidence de M. Pierre de La Gorce, sous-directeur, n'a pas manqué d'exprimer par une adresse de vive et respectueuse sympathie à M. Clemenceau l'émotion profonde et l'indignation que lui a causées le crime d'aujourd'hui.

Cette adresse, votée à l'unanimité, a été immédiatement envoyée au président du Conseil, son illustre chef. Elle était ainsi conçue :

L'Académie française, en apprenant l'attentat dirigé contre M. Clemenceau, a été victime, s'est associée à la légitime indignation qui s'est emparée du pays tout entier, et le prie d'agréer tous ses vœux de prompt rétablissement.

La séance a été levée après lecture de trois lettres de candidature au fauteuil d'Etienne Lamy, lettres émanant de M. Cunisset-Carnot, premier président de la Cour de Dijon, doyen des premiers présidents de France, et de MM. André Chevrillon et Camille Le Senne.

LES VŒUX DU ROI ALPHONSE

MADRID, 20 février. — Le roi a adressé à M. Clemenceau le télégramme suivant :

« J'ai appris avec une profonde indignation l'attentat dirigé contre le président du Conseil, à qui j'exprime la vive sympathie qu'éprouvent pour elle la famille royale et l'Espagne. Je suis sûr que l'attentat n'ait pas eu de conséquences fatales et qu'un sort providentiel ait préservé une vie consacrée à procurer la félicité à sa patrie. »

« ALPHONSE. »

Interpellation au Sénat

sur la cherté de la vie

Le Sénat a continué, hier, le débat sur la vie chère commencée à la précédente séance par l'interpellation de M. Henry Chéron. M. Perchot a vivement combattu la taxation.

— La hausse des produits alimentaires, dit-il, qui était de 50 0/0 avant la taxe, est arrivée après la taxe à 100 0/0.

Après l'intervention de MM. Chastenet, Faisières, Hervé, Péronnet, G. Menier et Libert, la discussion est renvoyée au mardi 25 février.

Un coup de main a été tenté contre le président Kurt Eisner par deux de ses ministres.

BERNE, 20 février. — A Munich, la situation est de plus en plus confuse. Les télégrammes du 19 février donnent les détails des troubles qui ont éclaté dans cette ville, tandis que sur les autres points du territoire ce sont les extrémistes de gauche qui provoquent les désordres, il semble bien, d'après les dépêches de source différente, qu'à Munich ce soit les ministres socialistes majoritaires, aidés des éléments contre-révolutionnaires, qui ont voulu exercer un coup de force contre le ministre président et ses ministres.

Les ministres socialistes majoritaires, Quincke et Rosshaupter n'ayant pu, dans les réunions publiques de ces jours derniers, disqualifier Eisner, et exploiter efficacement contre lui son attitude au congrès socialiste de Berne, ont-ils vraiment voulu venir à bout de lui par l'émotion ?

Toujours est-il que les adversaires de Kurt Eisner et des conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans ont répandu parmi la population de Munich le bruit que le président du Conseil et ses conseillers veulent empêcher la convocation du Landtag bavarois.

Une sorte de comité s'est formé pour parer à cette éventualité, et une centaine de matelots bavarois, venus de Westphalie et de Kiel pour être démobilisés à Munich, se sont joints aux soldats du ministère des Affaires militaires Rosshaupter, mais de grenades à main et de mitrailleuses. Ils ont occupé la gare et les bâtiments du Landtag, l'hôtel des Postes et arrêté le commandant de la ville, Durr, fidèle ami de Kurt Eisner.

Le voyage du président Wilson

WASHINGTON, 20 février. — Un radiotélégramme annonce que le George-Washington marche à bonne vitesse. Il se pourrait qu'il arrivât dimanche soir à Boston.

Dans ce cas, le président Wilson, prononcerait lundi, à Boston, un discours explicatif quant à la nécessité de la Ligue des nations, mais il réserverait les détails pour les entretiens qu'il aura avec les membres du Congrès, pour l'allocution qu'il adressera probablement au Congrès bientôt après son arrivée à Washington.

Nouvelle demande de poursuites contre M. Charles Humbert

A la requête du gouverneur militaire de Paris, le Sénat a, hier, d'une nouvelle demande d'autorisation de poursuites contre M. Charles Humbert, sénateur de la Meuse, pour corruption de fonctionnaires.

Cette demande a été renvoyée à l'examen de la commission sénatoriale qui a déjà examiné les quatre différentes poursuites contre M. Charles Humbert.

M. Caillaux se rend au chevet de sa femme

M. Caillaux a obtenu l'autorisation exceptionnelle de se rendre quelques instants au chevet de sa femme, alitée depuis quelques jours.

Mme Caillaux, en effet, est gravement atteinte d'une attaque de grippe, qui s'est subitement compliquée de bronchite.

L'ancien président du Conseil est arrivé hier à l'hôtel de la rue de la Harpe, vers 10 heures, accompagné de trois inspecteurs de la Sûreté. Il est resté environ trois quarts d'heure auprès de sa femme, puis le taxi qui l'avait amené l'a reconduit, avec ses gardiens, à la prison de la Santé, sans que sa présence ait été remarquée dans le quartier.

CHEMIN DE FER DU NORD

Report par la voie de Douai-Libercourt des trains de Lille et de Valenciennes circulant actuellement par Bethune et du train Paris-Tourcoing et vice versa circulant actuellement par Douai-Valenciennes.

10 A partir du 25 février, les trains-poste partant de Paris à 6 h. 30 pour Lille et de Lille à 9 h. 30 pour Paris seront reportés par la voie de Libercourt.

Le départ de Paris sera fixé à 6 h. 05, et l'arrivée à Lille à 13 h. 40. En sens inverse, le train partant de Lille à 8 h. 35 pour arriver à Paris à 13 h. 35.

Ces trains ne desserviront pas les gares intermédiaires.

20 A partir du 25 février, les trains-poste partant de Paris à 11 h. 55 et de Lille à 12 h. 45 pour Paris, de même que le train partant de Paris pour Tourcoing à 19 h. 30 et de Tourcoing à 7 h. 50 pour Paris seront reportés sur la voie normale de Libercourt.

Le train pour Lille partira de Paris à 12 h. 55 et l'arrivée à Lille sera fixée à 17 h. 35. En sens inverse, le train partant de Lille à 14 h. 50 pour arriver à Paris à l'heure actuelle (16 heures).

Le train pour Tourcoing partira de Paris à 7 h. 55 et l'arrivée à Tourcoing sera fixée à 14 h. 15. En sens inverse, le train partira de Tourcoing à 7 h. 35 pour arriver à Paris à 13 h. 30.

Il est rappelé qu'il n'est accepté par voyageur que 30 kilos de bagages sans excéder dans les trains-poste.

Le nombre des places est strictement limité dans les trains ci-dessus, et les voyageurs doivent se faire inscrire à l'avance.

Bourse de Paris du 20 février 1919

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour	VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
PARQUET			Ext. Franc. 1885	376	375
5 0/0 libéré	90 40	90 70	Ext. Franc. 1890	403	401
4 1/2 libéré	74 55	74 55	Ext. Franc. 1900	220	220
3 1/2 libéré	64 00	64 00	Ext. Franc. 1910	360	360
3 1/2 libéré	64 00	64 00	Ext. Franc. 1915	328	330
3 1/2 libéré	64 00	64 00	Ext. Franc. 1920	328	330
3 1/2 libéré	64 00	64 00	Ext. Franc. 1925	328	330
3 1/2 libéré	64 00	64 00	Ext. Franc. 1930	328	330
3 1/2 libéré	64 00	64 00	Ext. Franc. 1935	328	330
3 1/2 libéré	64 00	64 00	Ext. Franc. 1940	328	330
3 1/2 libéré	64 00	64 00	Ext. Franc. 1945	328	330
3 1/2 libéré	64 00	64 00	Ext. Franc. 1950	328	330
3 1/2 libéré	64 00	64 00	Ext. Franc. 1955	328	330
3 1/2 libéré	64 00	64 00	Ext. Franc. 1960	328	330
3 1/2 libéré	64 00	64 00	Ext. Franc. 1965	328	330
3 1/2 libéré	64 00	64 00	Ext. Franc. 1970	328	330
3 1/2 libéré	64 00	64 00	Ext. Franc. 1975	328	330
3 1/2 libéré	64 00	64 00	Ext. Franc. 1980	328	330
3 1/2 libéré	64 00	64 00	Ext. Franc. 1985	328	330
3 1/2 libéré	64 00	64 00	Ext. Franc. 1990	328	330
3 1/2 libéré	64 00	64 00	Ext. Franc. 1995	328	330
3 1/2 libéré	64 00	64 00	Ext. Franc. 2000	328	330

MARCHÉ EN BANQUE

Ext. Franc. 1885 430 430

Ext. Franc. 1890 430 430

Ext. Franc. 1900 430 430

Ext. Franc. 1910 430 430

Ext. Franc. 1920 430 430

Ext. Franc. 1930 430 430

Ext. Franc. 1940 430 430

Ext. Franc. 1950 430 430

Ext. Franc. 1960 430 430

Ext. Franc. 1970 430 430

Ext. Franc. 1980 430 430

Ext. Franc. 1990 430 430

Ext. Franc. 2000 430 430

Ext. Franc. 2010 430 430

